



Déterminé-e-s jusqu'au retrait !

La mobilisation se poursuit semaine après semaine pour le retrait du projet de réforme des retraites, entraînant chaque jour de nouveaux travailleur-euse-s, de la jeunesse... De nombreuses initiatives se tiennent sur tout le territoire : grève, manifestations, rassemblements, piquets de grève, etc... rassemblant à nouveau plusieurs centaines de milliers de personnes.

Malgré les annonces du premier ministre et après 6 semaines d'un mouvement social inédit, dont nous nous félicitons, la population soutient toujours majoritairement la mobilisation contre ce projet absurde et injuste (60% de soutien, au baromètre Harris Interactive du 14 janvier). La communication gouvernementale visant à nous expliquer à nouveau que ce projet est « juste et simple » se heurte à une opinion publique qui voit bien qu'il s'agit de nous faire travailler plus longtemps pour des pensions plus basses.

Sous la pression de la mobilisation, le gouvernement tente de nouveau de leurrer les enseignant-e-s sur des hausses possibles de salaires, sous forme de primes, mais le ministre de l'Éducation n'a donné aucune réponse concrète aux organisations syndicales qui demandent d'ouvrir de réelles négociations sans préalable pour des augmentations de salaire sans contrepartie et concernant tous les personnels.

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT Éduc'action, FAEN, FNEC-FP-FO, FSU, SUD éducation appellent à réunir des assemblées générales pour continuer et amplifier encore la mobilisation afin d'obtenir le retrait de ce projet.

Nos organisations appellent l'ensemble des personnels de l'éducation à poursuivre et renforcer la grève y compris reconductible là où les salarié-e-s le décident. Elles appellent à des actions de grève, de convergences interprofessionnelles sur tout le territoire, les 22 et 23 janvier. Elles proposent d'organiser dans toutes les villes des « Retraites aux flambeaux » ou autres initiatives le jeudi 23 au soir.

Elles appellent à faire du vendredi 24 janvier, date du conseil des ministres qui devrait examiner le projet de loi, une journée massive de grève et de manifestation interprofessionnelle.